

QUAND

LE CHAGRIN FRACASSE
LA PENSÉE, IL FAUT LA

RECONSTRUIRE

DANS LA PAROLE

éCHANGÉE,

DANS

LA CONFRONTATION
DES IDÉES

DANS

LA COMPRÉHENSION

DU

MONDE...

Le Cercle Condorcet

samedi 14 novembre — 2015

C'est ce qu'a tenté

Ce Reportage

a été conçu et réalisé par Michèle VANNINI,
du Cercle Condorcet d'AUXERRE.

Nous avons fait le choix de garder la forme orale des propos tenus durant toute cette matinée, afin de préserver la vérité de ce moment.

La pensée s'est élaborée en temps réel avec les hésitations, les allers-retours, les redites qui caractérisent une réflexion construite en direct. Elle était collective, les propos de l'un nourrissant ceux de l'autre, ricochant avec accords, avec divergences, avec écho.

Nous ne sommes pas entrés dans une réinterprétation écrite car au-delà de la pensée, nous voulions rendre compte de cette émotion retenue qui liait plateau et salle.

« Nous avons tous le souci d'être à la hauteur de l'évènement. »

« Il fallait maintenir les Entretiens, mais avec une forme particulière ... »

... explique Sylvain Joliton. « Avec Michel Wieviorka et Hervé Couteille, nous avons très vite su qu'il fallait mettre la force de pensée de ces Entretiens au service de l'analyse des faits qui venaient de se produire à Paris. Passer de la sidération à la réflexion. Nous avons des gens pointus sur place, il fallait utiliser leurs compétences. Nous avons décidé d'interrompre le thème « Mensonges et Vérités », et de faire de ce Théâtre d'Auxerre, un lieu peut-être unique en France ce jour-là où l'évènement serait pensé, avec l'appui d'intellectuels de haut niveau et de manière collective. »

Il est 10 heures, ce samedi 14 novembre.

Par ces quelques mots, Michel Wieviorka, ouvre la dernière partie des Entretiens d'Auxerre. La grande salle du Théâtre est comble. Sur le plateau, tous les intervenants sont là.

Le silence compact qui sature l'air dit à la fois l'émotion, le recueillement, la concentration, le désir d'être ensemble, l'attente de quelque chose qui doit transcender la tragédie, aller au-delà de l'horreur de cette funeste nuit, remettre un peu de compréhension dans le chaos de ces heures effroyables...

« Nous sommes les Entretiens d'Auxerre, » poursuit MW, « un groupe, un ensemble de personnes qui ont envie de débattre, de réfléchir, d'honorer ceux qui sont morts cette nuit. C'est une histoire terrible. Nous allons d'abord entendre cette partie-là de la salle, le comité scientifique, les intervenants. Je vais mobiliser leurs compétences parce qu'ils auront des éclairages, parfois très puissants à apporter sur ce qui vient de se produire... Puis, nous ouvrirons une discussion tous ensemble. Mon rôle sera de faire circuler la parole. »

« Ce qui s'est passé »

Tout au long de la matinée, c'est ainsi que sera souvent désigné le soir de ce vendredi 13 novembre.

Quatre petits mots qui, dans leur pudeur, dans leur simplicité, révèlent délicatesse et

respect pour ceux qui sont morts.

Quatre petits mots comme une forme de résistance...

Une élégance sémantique pour ne pas donner droit de cité à la barbarie.

« penser l'évènement, penser ce qui nous arrive... »

C'est en citant Hannah Arendt que Myriam REVAULT d'ALLONNES, philosophe, introduit son propos.

« *Penser l'évènement, c'est-à-dire penser ce qui nous arrive* », c'est ce que nous essayons de faire ici tous ensemble. Et dans cette expression même, il y a la conjugaison de deux exigences. D'une part la pensée, théorique et d'autre part l'ébranlement que suscite l'évènement lui-même.

Alors qu'est-ce que « penser l'évènement » ?

Ce n'est certainement pas faire une sorte de commentaire indéfini, en boucle, le nez sur l'actualité, et ce n'est pas non plus inversement, prendre une position de surplomb qui consisterait à énoncer des généralités qui dissoudraient cet évènement.

Penser l'évènement, c'est précisément penser sa nouveauté, son caractère inédit et se demander si ce qui nous arrive fait rupture avec ce qui est arrivé auparavant et qui empêche de le rentrer dans une chaîne de causalités qui le dissout en tant que tel.

C'est cette exigence de ne pas réduire cet évènement à des schémas préétablis et donc d'essayer par exemple de nous demander si les concepts, qu'ils soient politiques ou d'un autre ordre, relatifs à la connaissance sont encore adéquats pour penser ce qui nous arrive, en particulier l'ébranlement qu'a suscité l'évènement d'hier soir...

Enfin, je vais revenir sur les termes utilisés par François Hollande hier. Il a utilisé le mot « effroi ».

L'effroi, c'est beaucoup plus fort que la peur, c'est la terreur. Et l'effroi, c'est le terme même de la tragédie grecque. Sous-entendu il y a une dimension tragique du politique, mais ce

terme de la tragédie grecque, l'effroi, la terreur et la pitié que l'on éprouve face au spectacle tragique, l'effroi fait très précisément référence à la dislocation du lien social, c'est-à-dire les situations où le socle commun que l'on appelle maintenant le « vivre ensemble » est menacé ou qu'il se défait.

« L'effroi, c'est le terme même de la tragédie grecque... L'effroi fait très précisément référence à la dislocation du lien social... »

Or, nous sommes dans une société dont on a très souvent à juste titre relevé la fragilité, c'est-à-dire au fond, la difficulté à faire du commun. Et c'est face à cette fragilité que se manifeste une espèce de stratégie de la haine qui témoigne elle aussi d'un ébranlement des subjectivités. Donc je crois que la dimension affective de la politique, l'exigence de penser l'évènement nous confronte à l'exigence de penser les affects qui soutiennent la société démocratique. Ça nous oblige également à penser la politique autrement qu'en termes de procédures, de régimes de fonctionnement, ou simplement en termes de partage de l'exercice du pouvoir. Il y a véritablement ici une dimension de profondeur anthropologique et affective et c'est en cela que la puissance d'ébranlement de l'évènement nous met en demeure de penser autrement que selon les catégories conventionnelles et qui, de plus, s'avèrent être des catégories obsolètes.

Qui sont-ils ?

« On a oublié la phrase de Khaled Kelkal ... »

« Mes études, (faites en France) m'ont plu jusqu'au moment où les profs de mathématiques ont oublié de m'enseigner la vraie mathématique, celle de l'âge d'or musulman. »

Ça donne à réfléchir. Ce n'est pas simplement « Je ne m'insère pas », c'est « Je ne veux pas m'insérer parce que vous propagez des valeurs qui sont contre » ce qu'il appelle « ma civilisation ». **Jean DHOMBRES**

Qui sont ces tueurs ? En gros, ce que montrent les travaux effectués en sociologie, c'est qu'il y a principalement, si je parle de ceux qui sont Français ou qui viennent de France, deux familles d'explications, même si c'est plus compliqué que cela. La première qui vient en tête spontanément c'est l'héritage de la crise des banlieues pour aller vite, c'est-à-dire le jeune issu de l'immigration comme on dit, qui n'a pas trouvé sa place dans la société, qui à un certain moment a failli la trouver, rappelez-vous la photo où l'on voit Coulibaly reçu par Sarkozy en tant que militant d'association. Des gens qui finalement n'ont pas trouvé leur place et qui dérivent, qui dérivent, tout ça se mêlant à la délinquance des banlieues, d'où les kalachnikovs parfois. Et ces gens là trouvent un sens avec Daech.

L'autre explication qui concerne d'autres personnes c'est la crise de sens d'une société. Qu'est-ce qui fait qu'un jeune garçon d'une famille ca-

tholique, sans problème économique particulier, dans une petite ville de Normandie, se retrouve à pratiquer des actes extrêmement cruels ? C'est peut-être aussi ce sentiment que cette société n'apporte pas de sens, de vision, de futur. Et pour les filles, ça peut être aussi quelque chose de romantique : ces garçons qui font ce type d'actes de grande violence sont des héros, des gens courageux. Donc il y a, pour aller vite, la dérive des banlieues, soit la perte et la recherche d'un sens chez des gens qui au départ n'ont rien à voir ni avec les banlieues, ni avec l'islam, l'islam, étant d'ailleurs souvent plutôt le point d'arrivée que le point de départ de ces tueurs. Ce ne sont pas les communautés musulmanes qui les fabriquent, ce sont plutôt des gens qui deviennent de plus en plus si je puis dire, musulmans et islamistes, ce qui fait qu'ils ont des connaissances de l'islam très, très pauvres en général.

La scène internationale a bien changé.

Ce qui ne veut pas dire que toutes les idéologies sont mortes. Oui, bien sûr, il y a des terrains culturels, sociaux, favorables. Mais là, on ne comprend que la moitié du phénomène.

On comprend ce que j'appellerais la « demande terroriste ».

Cette demande, pour qu'elle s'exprime, il faut qu'il y ait une offre.

Et l'offre est politique et idéologique.

Après ces idéologies mortifères que furent le communisme stalinien et le fascisme et le nazisme, eh bien oui, il y a aujourd'hui l'islamisme radical, et on est moins à l'aise avec ça. Parce que communisme et nazisme, c'est nous qui l'avons produit, alors que l'islamisme radical, on est moins à l'aise.

J'avais, la semaine dernière, lors de la conférence générale du CRIF, un débat sur des affaires avec le juge anti-terroriste Bruguières, qui prend le temps de « lire » tout cela, toute cette production et il disait « *Il y a une vraie idéologie islamiste radicale qui se développe avec un corpus théorique, idéologique très fort, des textes de bonne et moins bonne facture, et ce corpus sert de base pour endoctriner ces jeunes* ».

Mais il faut faire le lien entre la demande terroriste et cette offre politique et idéologique.

Pascal PERRINEAU

Question de la salle

« Est-ce que notre passé colonialiste et son cortège d'humiliation de certaines populations n'est pas une des racines du mal qui nous frappe aujourd'hui ? »

Notre passé colonialiste.

Moi je ne crois pas que ce soit dans la représentation qu'a aujourd'hui cette partie de la jeunesse qui choisit de soutenir l'extrémisme islamiste que ce soit le passé colonial. C'est plutôt l'Occident.

C'est la dialectique Occident/non Occident et dans l'Occident il y a d'abord les États Unis et ceux qui sont symboles du soutien aux États Unis.

C'est pour cette raison qu'il y a un très fort discours anti-israélien. Donc ça c'est cette représentation que l'on a aujourd'hui et il ne faut pas se cacher la face. Nous avons tous commenté les manifestations du 11 janvier en disant que c'était un fort rassemblement républicain mais il manquait une partie de la société française.

C'était très classe moyenne et très blanc.

Christian LEQUESNE

Je voulais aller dans ce sens.

Ce qui nous arrive a à voir avec l'histoire de la France, l'histoire d'un passé colonial, passé d'appel à une main d'œuvre immigrée qu'on est allé chercher au Maroc, en Algérie, en Tunisie et qui ensuite s'est retrouvée au chômage dans les fameuses banlieues. Bien sûr, mais ce qui me frappe, c'est ce sentiment déjà exprimé par Khaled Kelkal qui disait « *Je n'ai pas ma place dans cette société* ».

Donc c'est ce sentiment qui explique une partie des choses, l'autre étant du côté du sens mais ce sentiment de ne pas trouver sa place dans la société a fabriqué une haine, tout à fait anti-occidentale.

Michel WIEVIORKA

« Il faut à un moment considérer le jihadisme comme autre chose que comme l'expression d'un malheur économique et social... »

C'est vrai que les explications sociales et économiques sont évidemment importantes, éclairent beaucoup de choses dans la mesure où on sait bien que ces problèmes de terrorisme vont au-delà de la division entre l'intérieur et l'extérieur : on voit bien que le problème français aujourd'hui c'est un problème à la fois de décomposition politique, de situation politique très dégradée avec une situation internationale elle-même fortement dégradée où la France intervient.

Donc il y a une sorte de connexion entre un pacte social et politique français qui est brisé ou fortement altéré et le fait que la France est une puissance considérable sur le plan militaire et qu'elle intervient sur des théâtres d'opération qui ont une incidence directe sur le sentiment que peuvent avoir des Français vis-à-vis du pays, un sentiment de décrochage, voire, il faut bien le dire, de haine. Je crois qu'il faut prendre au sérieux l'idée qu'il y a des gens en France qui ont « la haine » pour reprendre le titre d'un film bien connu et que cette haine est liée

bien évidemment à leur situation socio-économique mais pas seulement. Elle est liée au fait qu'il y a une idéologie derrière tout cela.

Evidemment ce n'est pas l'islam, cette idéologie, évidemment ce n'est pas le Coran, mais il faut à un moment considérer le jihadisme comme autre chose que comme l'expression d'un malheur économique et social.

C'est vrai, c'est ça, mais ce n'est pas que ça.

On a encore peu d'éléments sur qui a fait ces actes, sur les événements eux-mêmes, il faut être très prudents. Mais ce que l'on peut déjà dire qui fait écho avec Charlie, c'est la détermination et le sang froid de ces gens : ils ont des kalachnikovs, ce n'est pas n'importe quelle arme, et ils les ont utilisées de manière froide.

Il y a quelques témoignages. Le journaliste d'Europe 1 qui était dans la salle du Bataclan raconte des gens vêtus de noir qui sont rentrés très calmement et qui ont tiré sur la foule.

Bien sûr, on peut interpréter le terrorisme comme l'expression d'un désespoir social mais il faut aussi prendre au sérieux l'hypothèse qu'il n'y a pas que du désespoir en tout cas pas chez tous.

Et il y a disons, non seulement la haine, de ce que nous représentons, nos valeurs, ce que j'appellerai au sens fort de la philosophie politique notre « libéralisme politique », et puis, tout simplement, la volonté d'exprimer une autre vision du monde.

Il est important de noter que ces odieuses personnes qui commettent des attentats sont des jeunes et ont frappé un endroit bourré de jeunes.

Il faut s'interroger sur ce que ça fait à la jeunesse de France.

Il y a des clivages aussi en termes de réception de cet évènement.

Il y a toute la jeunesse ouverte, diplômée qui sort, mais qui est aussi la jeunesse anti Le Pen, socialisée à la politique après 2002 qui s'est construite dans la société multi culturelle et défend cette multi culturalité.

Et cette jeunesse est démunie face à cette haine par rapport à un projet et à des valeurs de respect de la différence sur lesquelles ils se sont construits. Elle est déboussolée et ne sait pas trouver des réponses politiques.

Et puis il y a une autre jeunesse qui adopte face à cette situation des positions beaucoup plus radicalisées, répondant aux sirènes du FN et y trouvant des motifs pour s'engager politiquement.

On a raison de s'arrêter sur la jeunesse.

Car si toute la population est concernée, il se passe quelque choses pour cette jeunesse qui mérite réflexion et attention.

Anne MUXEL

Je vais vous parler de la jeunesse mais aussi d'Internet parce que les deux ne sont pas déconnectés. Ce qui m'a frappée hier, c'est que là où les évènements on eu lieu est un lieu de la jeunesse. Plutôt couches moyennes. C'est un univers où il y a beaucoup de cafés. Quand j'y vais, je suis toujours frappée par la vitalité qu'il y a là. Le Bataclan est le summum en terme de lieu pour écouter les derniers groupes à la mode.

Donc j'ai le sentiment que ce qui a été visé, c'est une certaine fraction de la jeunesse, celle qui est intégrée, diplômée, celle qui a l'espoir de pouvoir s'insérer dans la société.

Cette jeunesse est dans la logique hédoniste, la culture marchande. C'est une jeunesse d'une sociabilité absolument incroyable, qui sort beaucoup, va au spectacle, une jeunesse pacifiste, ouverte sur le monde qui incarne la génération qui l'a éduquée, avec des idéaux démocratiques, un goût prononcé pour la culture... etc, etc. J'ai le sentiment qu'à travers

Cette jeunesse ne se satisfait pas de la société de consommation.

Elle est dans une situation de grande déshérence politique et la nature ayant horreur du vide, cette déshérence doit être occupée. Après les attentats du 11 janvier, les thèses complotistes se sont développées sur le thème « c'est pas l'islam radical, ce sont les services sionistes, les services américains qui ont organisé les attentats contre Charlie » .

Des enquêtes ont montré que la tranche d'âge dans laquelle la théorie du complot trouve un écho à 1/5 est la tranche d'âge des 18/24 ans.

Le complotisme comble le vide, retour du diable et des boucs émissaires.

Pascal PERRINEAU

La jeunesse

● ● ● ces attentats, c'est une vision de la jeunesse mais aussi une vision de la société française qui a été visée.

? Qui sont-ils

Cette jeunesse, on le sait ici, n'est pas homogène, mais elle l'est sur un point : il y a chez tous ces jeunes envie que leur vie ait un sens.

Et de ce point de vue-là, la société française ne répond pas. Du côté politique, n'en parlons pas. Pour une partie de cette jeunesse, appartenir à la fraction privilégiée ne suffit pas. Le côté politique pessimiste les atteint peut-être plus que les plus âgés. Il n'y a pas vraiment d'offre politique. Il y a eu des idéologies, comme *Les Indignés*, mais ça n'a pas pris. Eux, ils sont en train d'essayer de trouver des boulots intéressants. Et puis il y a l'autre fraction de la jeunesse, moins favorisée, mais pas forcément non plus en rupture.

Sur ce contexte de la jeunesse qui est composite, sur ses angoisses et ses insatisfactions, est venue une autre révolution, Internet. Internet, c'est deux choses : la libération à profusion des flux d'informations et libération des flux fictionnels qui montrent des mondes nouveaux dans des contextes de guerre et d'autorité. Dans ce monde d'information et de fiction, il y a une offre d'imaginaire, une offre d'idées et les plus fragiles vont aller voir. Ils vont choisir dans ce marché imaginaire, des idées, mais aussi de la religion, pour combler ce vide. Cette offre peut être très structurée. Donc il y a à la fois une jeunesse composite insatisfaite même pour les couches les plus favorisées, et une petite fraction de la jeunesse qui elle, n'est pas dans les bars, n'est pas dans les soirées au Bataclan, mais plutôt derrière son écran, plus insatisfaite, très fragile, capable de se faire manipuler ou d'appeler à des actes aussi terribles que ceux d'hier. Donc, à tous les éléments de réflexion apportés ce matin, il faut en ajouter un : celui des conséquences de cette libération de l'image, de l'information sur la petite fraction des jeunes, plutôt masculine, solitaire devant son écran et qui trouve dans cette offre foisonnante et remplie d'idéaux sectaires, moyen de combler ces vides, ces attentes.

Monique DAGNAUD

Face aux attentats, je sais pas si on est en guerre avec lui, mais il est clair que nous avons un ennemi et que pour bien combattre un ennemi, il faut bien le connaître. Je voudrais attirer votre attention sur le mode de pensée dans lequel fonctionne le fanatisme.

On a évoqué toutes les raisons qu'une certaine jeunesse puisse éprouver des rancœurs. Mais ça ne suffit pas, il faut autre chose pour arriver à ce degré extrême d'horreur.

Il ne faudrait pas tomber dans le travers de dire « c'est la faute des religions ». Là nous-mêmes, nous tomberions... dans le travers qui consiste à imputer un responsable.

C'est plus compliqué que cela. Il faudrait s'interroger sur le mode de la pensée proprement fanatique. Celle qui a pour but de tuer aveuglément le plus de monde y compris soi-même.

C'est donc un nihilisme absolu et il faut prendre la mesure de ce qui est spécifique là-dedans, se représenter quelle est la métaphysique du bien et du mal dans lequel le fanatique pense, la représentation qu'il se donne du vrai et du faux, qui pourrait beaucoup nous étonner par l'idée qu'il se fait du sujet cartésien. Toutes ces pistes sont à creuser pour essayer de désarmer ce qui va enflammer les esprits, sur la base de l'offre et la demande dont parle Pascal Perrineau. La demande est difficile à résoudre, ce sont des problèmes économiques et sociaux, mais l'offre aussi doit à être désarmée dans ses aspects les plus extrêmes.

Patrice DECORMEILLE 7

« Le jihadisme est la conséquence de l'éclipse du politique comme projet collectif porteur d'espérance... »

Que faire pour déradicaliser ?

L'une des grandes difficultés pour répondre à la question est qu'on ne sait même pas aujourd'hui qui se radicalise et comment.

Les formes de radicalisation changent avec le temps. Je renvoie au très bon livre de Fehrad Khosrokhavar « Radicalisation » où il montre bien que nous avons à faire à une nouvelle génération de jihadistes qui n'est plus seulement cette génération de banlieusards dont on connaissait bien la trajectoire, échec scolaire, échec professionnel, sentiment d'exclusion par rapport à la société française, délinquance, criminalité, case prison, voyage initiatique en Syrie puis jihadisme possible.

Aujourd'hui, d'autres personnages coexistent mais qui n'ont pas du tout le même parcours, issus de la classe moyenne, certains très éduqués, très insérés, et il va de soi que le processus de radicalisation ne se fait pas de la même manière et donc que la déradicalisation ne passe sans doute pas par les mêmes chemins. Et il semble très difficile de donner

une réponse ou une méthode dans la mesure où de toute évidence, nous avons à faire à des passions politiques et pas seulement religieuses et qu'on ne défait pas des passions politiques par de la pédagogie.

On avait commandé à Sciences Humaines, un article sur ces questions à Fehrad Khosrokhavar. Je vous lis la fin car elle me semble éclairante :

« Pour la jeunesse banlieusarde, une attitude infra ou supra politique a été la norme générale, l'enfermement sur soi, le repli sur le ghetto ou encore la violence dans sa version crapuleuse. Criminalité ou sacré, jihadisme sont des attitudes qui se situent soit en-deçà du politique, soit au-delà. Dans les classes moyennes, le référent politique a subi une crise majeure depuis les années 80 et toute une génération s'est constituée qui ne fonde plus son identité là-dessus.

Le jihadisme est pour elle la conséquence de l'éclipse du politique comme projet collectif porteur d'espérance ».

EST-ON en guerre



La première chose qui est très frappante c'est que nous voyons bien que ce qui se passe en ce moment chez nous et ce qui se passe au Moyen-Orient, dans le fond, c'est un même théâtre stratégique, c'est-à-dire qu'on ne peut pas simplement distinguer aujourd'hui notre vie de Français et d'Européens de celle des personnes qui vivent la guerre au Moyen-Orient. Nous avons finalement une connexion et si vous pensez à ce phénomène qui a beaucoup alimenté les médias ces derniers mois, les réfugiés, dans le fond c'est la même chose. Il existe un même théâtre d'opérations entre l'Europe et le Moyen-Orient.

Deuxième point, il ne vous aura pas échappé que depuis hier soir, un certain nombre d'analystes, plutôt conservateurs, nous disent « *Nous sommes en guerre* ». C'est un mot utilisé régulièrement. J'ai une difficulté, je m'interroge. Le sommes-nous véritablement ou pas ? Je n'ai pas de réponse à cette question mais en revanche ce que je sais c'est que l'ensemble de nos réflexes, de notre façon de faire de la politique, est construit autour de la paix. Nous sommes résolument habitués à vivre dans des sociétés en paix, notre droit est celui de la paix. Quand je parle du droit je parle des individus. Alors si nous sommes effectivement en guerre et il faut s'interroger sur ce point, il va de soi qu'il y a un certain nombre de nos procédures, politiques, sociales... etc, qui ne sont pas adaptées. Nous avons symboliquement tous noté que l'état d'urgence sur l'ensemble du territoire, ce n'est pas banal puisque ça n'a plus été le cas depuis 1961.

Christian LEQUESNE

Paris hier soir, c'était Bagdad, c'est-à-dire que les modes opératoires des terroristes étaient devenus ceux de Bagdad puisqu'ils se sont tous fait sauter.

Même ceux du Bataclan, n'ont pas été tués par la police mais par eux-mêmes.

Depuis pas mal de temps, les prévisions étaient celles là. On savait tous qu'à tout moment des événements graves pouvaient se produire, bien plus graves que ceux de janvier.

Donc, par rapport à ce qui a été dit sur l'état de guerre, je pense que nous le sommes d'une certaine façon même si le mot guerre n'a plus le sens qu'il a eu à une certaine époque. Aujourd'hui, les territoires, bien sûr l'Afrique, le Mali, Nord Cameroun puisque nous sommes engagés sur plusieurs fronts et le mot « *front* » fait sens et de ce point de vue là nous sommes en guerre. Et que l'espace ne soit pas sanctuarisé n'est pas absurde. Que nous ayons des retours sur ces engagements militaires que nous faisons dans ces pays, régions n'a rien d'étonnant. Je rejoins ce qui a été dit précédemment : la France est bien seule sur toutes ces affaires en Europe. Je l'avais constaté sur les affaires africaines où on pouvait dire que c'était du néocolonialisme puisqu'elle intervenait sur des ex-colonies françaises. Évidemment dans le Mali, c'était typique, mais c'est elle qui a fait le job. Ni l'Allemagne, ni l'Angleterre, ni aucun pays européen ne l'a soutenue.

Donc dans cette affaire la France joue une carte singulière dans laquelle on verra qu'il y aura une polémique sur « *pourquoi s'engager sur ce front, en Syrie, en Irak, au Mali, vous voyez ce que ça donne... etc* ». La polémique aura lieu et d'autant plus dans le contexte politique qui est le nôtre. Pour ma part, sur l'intervention au Mali, j'étais pour, mais à chaque fois il y a débat et d'autant plus avec ce qui vient de se passer.

Notre chef de l'État est devenu un chef de guerre. Que ce soit à Tombouctou, ou hier soir ou au mois de janvier, ses interventions sont de plus en plus de ce type, où il incarne assez bravement et dignement ce pays.

On a donc un personnage qui se dédouble et qui est aujourd'hui de plus en plus à la manœuvre sur ce terrain où tout à la fois le militaire et le tragique se mêlent.

Jean-Pierre DOZON 9

« si nous sommes en guerre, depuis quand le sommes-nous ? »

C'est toujours avec grande difficulté que l'on s'exprime face à des situations extrêmes comme celles que nous vivons aujourd'hui. On s'interroge : ne vaudrait-il pas mieux suspendre sa parole, non pour se réfugier dans un silence passif, mais pour opérer un réexamen

minutieux, pour rechercher, encore plus profond, une certaine lucidité. Prendre du temps et, paradoxalement, se distancier de « l'actualité » quand celle-ci vous domine de toutes parts et dans toute son horreur. Pourtant, il faut se risquer à mettre en ordre quelques une des innombrables réflexions tumultueuses qui se bousculent dans votre tête.

Me frappent particulièrement, les propos qui, de différentes parts, affirment : « nous sommes en guerre ». Michel Wieviorka les a, à juste titre me semble-t-il, questionnés. Car si nous, (la France, les Français) sommes en guerre, depuis quand le sommes-nous ? Nous avons été membres de la coalition internationale qui a entrepris la première guerre du Golfe. Si nous avons refusé de participer à la seconde (et cela restera le titre de gloire de J. Chirac), nous avons été partie prenante des opérations menées en Afghanistan. Nous menons, en solo, d'autres « opérations militaires » en Afrique sub-Saharienne, au Mali et ailleurs. Nous sommes dans la coalition contre Daech en Irak, et maintenant en Syrie. Mais jusqu'alors, nous avons sans doute vécu en croyant que la France pouvait faire la guerre sans être en guerre.

La distinction est fondamentale. La France faisait la guerre sans être atteinte par la guerre. Tout au plus quelques soldats, combattants professionnels, se trouvaient tués. Mais j'ai toujours été frappé par la manière dont le discours politique et médiatique rendait compte de ces morts. Il faudrait relire aujourd'hui certains propos. Selon mon souvenir, quand un convoi sautait sur une mine, il y avait quasiment une accusation de « lâcheté » envers l'ennemi. Comme si, ce n'était pas du jeu... comme s'il s'agissait d'une œuvre de « pacification », et non de guerre.

Nous, nous pensions pouvoir vivre en paix à quelques heures d'avion de conflits interminables dont nous sommes partie prenante depuis l'origine (cf. l'éclairant livre de Pierre-Jean Luizard, « Le piège Daech : l'Etat islamique ou le retour de l'histoire » La Découverte, 2015). Et ni les attentats commis par Mohamed Merah, ni même les tueries de janvier dernier ne semblent avoir vraiment modifié cet état d'esprit. Aujourd'hui l'annonce : « nous sommes en guerre » apparaît un fait majeur dont il nous faudrait prendre conscience.

Si tel est le cas, beaucoup de questions redoutables se posent. Par exemple : qu'en est-il du « droit de la guerre » ? L'applique-t-on ? Dans « La fabrication de l'ennemi » (Robert Laffont, 2011), l'ancien codirecteur des Affaires stratégiques du Ministère de la Défense, Pierre Conesa, montre que, « pour contourner l'état de guerre », on parle de « mesure de police », de « lutte antiterroriste », voire « d'action préventive » : ce vocabulaire a comme conséquence de faire « perdre à l'ennemi son identité juridique. Il devient un 'rebelle', un 'terroriste', un 'insurgé', un 'extrémiste', un 'agitateur'. »

● ● ● Effectivement nous voyons mal comment désigner cet ennemi autrement que comme « terroriste ». Mais attention, l'auteur poursuit :

« tous ces qualificatifs le placent dans un statut de droit minimum. » Pour justifier Guantanamo, les Américains ont inventé « la catégorie du 'combattant illégal', inconnue du droit international » (p. 35). Ne sommes-nous pas déjà entraînés dans cette dérive ?

Cosena ajoutait d'ailleurs ce propos à ruminer aujourd'hui : « Les guerres menées en Afghanistan et en Irak sont de véritables catastrophes militaires, sociales et culturelles dont on ne mesure pas encore tous les effets » (p. 57). Les guerres dites « asymétriques » comportent de redoutables logiques dont l'évidence immédiate cache les aspects à terme boomerang. Comment résoudre cette impasse ?

Ensuite, au nom de quoi cette guerre est-elle menée ? Il s'agit, affirme-t-on de toute part, de « défendre des valeurs ». Propos irréfutable qui, pourtant, mérite réflexion. Déjà, je préfère la qualification de « valeurs démocratiques » à l'invocation incantatoire de « valeurs de la République » (sous-entendu « française ») comme s'il s'agissait de valeurs strictement nationales. Mais il faut faire un pas de plus et c'est avec beaucoup de justesse, à mon sens, qu'Edwy Plenel indique que les auteurs des massacres de vendredi représentent une « idéologie totalitaire » qui veut « tuer toute pluralité, effacer toute diversité, nier toute individualité » : « ils avaient pour mission d'effrayer une société qui incarne la promesse inverse. »

La « promesse »... un peu plus loin Plenel parle d'« idéal démocratique ». Promesse, idéal : s'agit-il seulement d'introduire une nuance ? Non, c'est, fondamentalement, indiquer qu'il faut avoir le courage de confronter cette promesse, cet idéal, aux réalités multiples qui façonnent la société qui les énonce. De prendre la mesure des écarts

« Il s'agit, affirme-t-on de toutes parts, de « défendre des valeurs ». Propos irréfutable qui, pourtant, mérite réflexion. Déjà, je préfère la qualification de « valeurs démocratiques » à l'invocation incantatoire de « valeurs de la République » (sous-entendu « française ») comme s'il s'agissait de valeurs strictement nationales. »

énormes, qualitatifs (et non simplement quantitatifs), et de s'attacher à faire que la promesse puisse faire sens pour tous.

Toute logique de guerre entraîne l'imposition d'une propagande qui veut imposer des vérités établies, écarter doutes et réflexivité. Alors, ceux qui veulent raison garder sont placés face à un dilemme redoutable : comment être solidaire de cet idéal de valeurs, de la conviction que, malgré toutes ses failles, son pays peut rester un des porteurs de cette promesse, sans pour autant accepter de devenir un « espace de cerveau disponible » pour la propagande, affichée ou insidieuse ? Peut-être en affirmant que, si drôle de guerre il y a, elle n'est en tout cas pas (et ne doit pas être) une guerre civile. Cela signifie qu'il faut, en même temps, combattre l'extrémisme et assurer la paix civile.

J'avais prévu de vous parler de la causalité diabolique. Dans les années 80/90 cet extraordinaire historien Léon Poliakov disait la chose suivante : « Nous croyons tous qu'avec la hausse du niveau des connaissances, la progression des lumières, la progression de la rationalité, scientifique et autre, on va vers un monde où il n'y aura plus de diable. On aura, pour comprendre les phénomènes, des causalités d'ordre scientifique. »

« Mais quelle bêtise ! » disait Poliakov.

Au cœur même de nos sociétés modernes et hyper modernes, il y a une résistance phénoménale des processus de causalité diabolique où pour des pans entiers d'intellectuels, de l'opinion, on a besoin, pour comprendre les phénomènes ou se donner l'impression qu'on les comprend, de diables, en chair et en os : les juifs, les francs-maçons, la bourgeoisie, comme ça on a l'impression qu'on les tient et il suffit de les supprimer et tout ira mieux.

Et d'ailleurs, toutes ces causalités diaboliques ont débouché sur ce qu'un autre politologue américain a nommé politiques de la haine, haine de classes, de races, il y a plusieurs modalités de la haine qui ont fait les millions de morts du 20ème siècle. Et le 21ème commence assez mal. Donc ces politiques du bouc émissaire connaissent aujourd'hui un regain extrêmement fort.

La **H**aine

Regardez dans ce qui se passe.

Ces terroristes hier criaient « Allah akbar » .

« **Nous croyons tous qu'avec la hausse du niveau des connaissances, la progression des lumières, la progression de la rationalité, scientifique et autre, on va vers un monde où il n'y aura plus de diable. On aura, pour comprendre les phénomènes, des causalités d'ordre scientifique... Mais quelle bêtise !** »

Et ils tuaient qui ? Du croisé, du mécréant. Et de l'autre côté on a la figure de la racaille, de l'immigré musulman. Vous avez de plus en plus, et là j'en viens à des problèmes intérieurs, des segments entiers qui commencent à fonctionner avec ces diables.

Dans beaucoup de milieux, et pas seulement l'extrême droite, cette causalité diabolique est à l'œuvre. Venons-en à la scène interne. Deux remarques.

Comment une démocratie réagit-elle à cet état de guerre ou pas de guerre (on avait déjà ce débat au moment de la guerre d'Algérie, est-ce que c'était une opération de police ou une guerre), donc le débat continue aujourd'hui. Maintien de l'ordre. Je crois que nous avons, après l'avoir vilipendé, un régime qui peut être réactif à ce genre de situation d'exception. Alors que vous voyez bien que les démocraties parlementaires sont beaucoup moins à l'aise. Et quand il s'agit de l'usage de la force, elles freinent des quatre fers. Tandis que nous, notre système fortement présidentiel de la 5ème République, inventé par le général De Gaulle est un système... De Gaulle avait connu les fracas des grands conflits.

● ● ● Donc quand il accouche de la 5ème République, il sait que les régimes ne sont pas faits pour fonctionner sans arrêt dans des conjonctures plates, molles et douces.

Il sait qu'il faut que les régimes soient prêts à affronter (peut-être nous sommes à l'aube d'une telle période) des périodes de grand fracas. Et quand vous regardez la mise en place hier par le Président de la République de la situation d'urgence... mais si ça va plus mal on a l'article 16, situation de dictature exceptionnelle et temporaire mise en place par le général De Gaulle et qui permet d'être à la hauteur parce que lui, il pensait à 1940.

Donc, dans la panoplie de la démocratie française, il y a les moyens, sans s'affoler, en ayant recours à la loi fondamentale qui nous unit tous, de répondre à ces assauts multiples

et dont nous ne sommes peut-être qu'au début. Mais la démocratie il faut qu'elle soit musclée, pour répondre aux défis, et qu'elle se donne les moyens, dans le cadre du droit, mais qu'elle se les donne d'être à la hauteur de l'agression qu'elle subit.

Parce qu'avec ceux auxquels on a à faire, il ne faut pas se contenter de bonnes intentions. Est-ce que ces gens doivent être autour d'une table de négociations ? Surtout pas ! Ils veulent en finir. Donc là c'est autre chose.

Ensuite, que l'on mette autour de la table des acteurs qui pourront influencer sur le terrain, ça c'est autre chose.

Mais eux en tant que tels, NON.

Pascal PERRINEAU

Est-ce que c'est une guerre ? Et quels sont les moyens à mettre en œuvre pour lutter ? Ce matin, Alain Bauer sur les antennes disait « *On ne fait pas la guerre aux terroristes, on fait la police* » .

Alors est-ce que c'est juste un mot et qu'est-ce que cela traduit dans les moyens à mettre en œuvre ? La question est celle de l'engagement pas seulement sur notre territoire et donc les moyens que l'on met en œuvre, d'abord des services de renseignements, mais ensuite du suivi, par exemple, très important de la circulation des « petites armes » sur notre territoire, problème évoqué depuis pratiquement la chute du Mur.

Après 89, on s'est demandé ce qu'étaient devenus les arsenaux pleins de kalachnikovs, ensuite, avec les événements en Libye, quels trafics d'armes passant par l'Afrique tout entière, remontant dans nos pays, en Espagne mais aussi au sud de la France.

Je rappelle cela car à l'heure qu'il est, le modus operandi de ces attentats, c'est que ce sont des petites armes. Nous n'avons pas un attentat à l'arme chimique, à la bombe radio-active, à l'arme biologique. Nous avons des petites armes, donc comment contrôler cette circulation-là ? Je pose la question en tant que journaliste.

Et par ailleurs et cela a été noté dès hier soir au Bataclan, in fine, ce modus operandi des personnes qui se font sauter elles-mêmes. Or ça, depuis des années, les services secrets disent « *Là on ne peut pas faire grand-chose* » .

La question de la guerre, développera certainement une polémique... Je me souviens que pas plus tard qu'hier, je lisais un article « *La grande Muette commence à parler* ». Un de nos gradés dans le service des armées disant « *attention nous n'avons plus assez d'argent pour*

L'intérieur
et **L'**extérieur

● ● ● tenir notre système militaire. Enormément d'argent est consacré au nucléaire. Si on fait appel en permanence à des militaires sur le territoire comment va-t-on assurer les financements. »

Donc il faut voir ce qui va se passer de ce côté-là et effectivement, je pose la question : jusqu'à présent, les interventions qui ont eu lieu sur le terrain en Syrie mais aussi en Irak, ont-elles vraiment atteint les buts qu'elles s'étaient fixés ? Le sait-on ? Peut-on même en parler ?

Nous étions dans un colloque « Vérités et Mensonges » . Sont-ce des informations qui peuvent être révélées ? Parce que, soit vous dites « ça a marché » et ensuite vous avez un attentat comme celui de Paris, et vous êtes face à une opinion qui ne comprendra plus rien.

Soit vous dites « ça n'a pas marché », et vous faites le constat de votre propre faiblesse.

Dominique LEGLU

« mener une guerre ou mener une opération de police, c'est un débat qu'il faudrait clarifier sur le rapport entre la liberté et la sécurité... »

Pascal Perrineau s'est demandé, justement dans cette perspective de penser l'inédit, si les catégories comme droite/gauche étaient encore des catégories opératoires, s'il ne fallait pas substituer la catégorie « ouvert/fermé, société ouverte/société fermée » .

Notre problème n'est pas de répondre mais de poser le problème dans ces termes. De la même façon, Jean Vincent Holeindre a dit qu'il fallait quand même penser la démocratie et les problèmes auxquels elle est confrontée, à l'intérieur et à l'extérieur autrement que dans les catégories classiques d'une situation de guerre froide.

Et à ce propos, lorsque nous nous interrogeons, débat récurrent, de savoir si nous avons à faire à une véritable guerre ou simplement à des opérations de police, nous nous référons très souvent à une définition très classique donnée par Rousseau : il n'y a pas de guerre d'homme à homme, il n'y a de guerre que d'État à État. Il est bien évident que ce schéma ne convient

plus aujourd'hui, non seulement parce qu'il y a des « guerres asymétriques » et qu'on ne fait pas seulement la guerre à des États, mais que, même si on n'a pas envie de réagir dans ces termes, on se trouve confronté à des gens qui font la guerre.

Donc, qu'est-ce qu'on fait face à ces gens, groupes, qui, explicitement, font la guerre ? Et les présupposés sous-jacents à cette discussion « mener une guerre ou mener une opération de police », c'est un débat qu'il faudrait clarifier sur le rapport entre la liberté et la sécurité.

Ceux qui disent « on mène des opérations de police, on ne fait pas la guerre », le font au nom des libertés individuelles, ceux qui disent « il faut faire la guerre », c'est au nom d'une exigence de sécurité comme s'il fallait opposer ces deux perspectives, comme si la sécurité n'était pas une position minimale qui permet d'exercer un droit à la liberté.

QUEL... engagement militaire français



Alors maintenant le lien entre ce qui se passe ici et ce qui se passe au Moyen-Orient ... Il va de soi que comme toujours il faut utiliser au maximum les moyens diplomatiques, c'est le rôle de la politique étrangère. Certains vont dire que précisément ce que nous vivons aujourd'hui c'est parce que nous avons pris un engagement militaire au Moyen-Orient.

Moi, je défends l'engagement militaire parce que devant le terrorisme, nous ne devons pas nous montrer faibles. C'est un point important. Tout ce que nous vivons actuellement bien sûr est construit autour de la peur et il va falloir que nous appréhendions notre peur mais aussi en nous donnant les moyens de contribuer au règlement de la question de Daech. Simplement, nous ne pouvons pas le faire seuls et c'est là où j'ai une difficulté. Peut-être que notre gouvernement s'engage un peu trop sans réfléchir suffisamment aux formes de coopérations, solidarité qu'il pourrait y avoir avec d'autres. Là ça pose la question de l'Europe. La France est très seule dans la contribution à la sécurité du Moyen-Orient. Elle est avec les Etats-Unis, bien sûr, mais du point de vue européen, je trouve qu'une solidarité devrait s'exercer davantage.

Voilà donc trois points pour amorcer cette discussion.

Encore une fois, beaucoup d'interrogations et pour l'instant, peu d'affirmations qui soient des certitudes.

Christian LEQUESNE

« Les jours les plus sombres sont devant nous ... »

Je voudrais commencer par vous citer deux analyses de l'ancien juge anti terroriste Marc Trévidic, le 30 septembre, dans Paris Match parce que je crois que c'est exactement là qu'on est aujourd'hui. Je cite. « J'ai acquis la conviction que les hommes de Daech Etat Islamique ont l'ambition et les moyens de nous atteindre encore beaucoup plus durement en organisant des actions d'ampleur incomparable à celles menées jusqu'ici. Je le dis en tant que technicien de l'anti-terrorisme. Les jours les plus sombres sont devant nous. La vraie guerre que l'Etat Islamique entend porter sur notre sol n'a pas

encore commencé. La France est de fait confrontée à une double menace : celle du déferlement de ce que j'appelle les Skuds humains du jihad individuel, ces hommes qui passent à l'action sans grande formation ni préparation, agissant seuls avec plus ou moins de réussites comme on a pu le voir ces derniers temps (Thalys). Et celle, sans commune mesure, et que je redoute, des actions d'envergure que prépare sans aucun doute l'Etat Islamique comme celles menées par Al-Qaïda qui se sont soldées parfois par des carnages effroyables. » Ça, c'est le diagnostic.

● ● ● En Iran, j'ai eu beaucoup de difficultés à expliquer à nos interlocuteurs, tant dans les forces armées que dans la diplomatie, que nos actions militaires en Irak ou en Syrie n'étaient pas d'ordre néocolonialiste mais obéissaient à des impératifs de sécurité intérieure. Parce que pour avoir un ciblage aussi précis que ce qui s'est passé hier, il faut quelque part être français. Ce sont des jihadistes français. Et donc je suis d'accord avec Christian Lequesne sur le fait qu'il y a une convergence des théâtres, on pourrait dire un risque de libanisation. L'Etat Islamique a prospéré dans des vides territoriaux et des vides de pouvoir. Hormis les Kurdes, peu de forces les combattent sur le terrain. Leur force est d'avoir un territoire, des bases économiques, fiscales, et une capacité de propagande. C'est aussi leur faiblesse quand il y a des actions militaires et ils sont dans la phase la plus dangereuse, phase de transition entre l'installation comme mouvement qui a un territoire. Ils sont en train de se

transformer en réseau type Al-Qaïda. C'est beaucoup plus difficile de lutter avec des moyens militaires contre un réseau que contre des forces qui ont des bases territoriales. On en est là et c'est extrêmement dangereux. J'évoquerai, comme le fait Christian avec qui je partage beaucoup d'idées communes, la faiblesse de l'engagement collectif européen. On ne peut plus accepter y compris de la part de nos autorités, qu'on laisse des conflits aussi graves en Irak, Syrie, Israël, Palestine, sans règlement pendant aussi longtemps. Parce que ça conduit à ce qu'on trouve aujourd'hui. Et donc, je ne sais pas sous quelle forme on peut agir mais il faudrait une pression populaire et politique pour que nous nous engagions définitivement, de manière délibérée, énergique, dans le règlement de conflits en commençant par la Syrie, quelle que soit la longueur de la cuillère qu'il faudra utiliser pour traiter avec le diable.

Michel FOUCHER

Question de la salle

« Est-ce que Monsieur Foucher pourrait nous parler de Vérités et Mensonges des pays du Golfe et de l'Arabie Saoudite ? »

La situation intérieure est très simple, ce sont des États schizophrènes.

Quand on est dans l'espace public, la police religieuse contrôle tout le monde et à la maison, on fait ce qu'on veut (je parle de l'Arabie saoudite car les autres, les Émirats, se contentent de suivre). C'est un pays fragile, où il y a des débats intérieurs vifs dans le petit groupe dirigeant.

À l'extérieur, Riyad ne peut pas accepter que l'Iran soit devenu la première puissance régionale non arabe du monde arabe. Il est vrai que certains leaders iraniens se vantent d'être à Bagdad, à Damas, à Beyrouth et à Sanaa la capitale du Yémen.

Donc l'une des toiles de fond (ce n'est pas la seule) de cette rivalité structurelle qui a des effets guerriers c'est une rivalité entre l'Iran (j'ai envie de dire les Perses et les Arabes) et l'Arabie saoudite qui tire sa légitimité du contrôle de deux lieux saints, La

Mecque et Médine sans savoir toujours très bien gérer les pèlerinages (2000 morts au dernier haj), en rivalité et en position de faiblesse.

Dernier élément de lecture, je vous renvoie à l'article de Brigitte Curmi, du Centre Analyse et Prévisions du Ministère des Affaires Étrangères et David Cvach conseiller Moyen-Orient du Président de la République, qui s'intitule « Chiïtes, Sunnites, la fabrication d'un conflit » .

Il montre qu'il y a bien sûr des éléments de guerre religieuse (l'enjeu étant le contrôle des lieux saints du chiïsme et du sunnisme, contrôle des enjeux économiques liés à cela, et tout à fait considérables) mais en même temps, il y a une instrumentalisation de cette dimension religieuse par des acteurs politiques froids.

● ● ● Donc aujourd'hui, de nouveau, réunion à Vienne, il faut vraiment que ces processus de discussion entre Saoudiens et Iraniens notamment aboutissent à quelque chose, que nous mettions la pression parce que ces deux États alimentent les forces antagonistes avec de l'argent de manière illimitée, des armes, de la propagande. Et ça, ce sont des choses qui malheureusement nous dépassent c'est-à-dire que l'on doit être actifs au plan diplomatique et militaire mais nous ne sommes plus au moment du partage du Proche-Orient en 1916, nous ne sommes plus les acteurs principaux. L'intervention américaine en Irak en 2003 a été un désastre absolu, je devrais dire anglo-américaine

car Tony Blair va devoir affronter une quatrième commission d'enquête sur les raisons de son intervention et cette fois-ci il ne pourra pas y échapper, nous payons aussi la facture de cette erreur à laquelle heureusement Gerhard Schroeder et Jacques Chirac ont refusé de s'associer.

Mais en général, les Américains font des choses et transmettent la facture aujourd'hui aux européens, ce n'est pas nouveau. Donc, action diplomatique mais en sachant que les acteurs principaux sont d'abord à Téhéran et à Riyad.

Michel FOUCHER

Question de la salle

« La France est bien seule au Mali. Question à Monsieur Foucher : au plan géopolitique, combien d'évènements de ce type faudra-t-il pour que s'ouvre le débat d'une Europe puissante qui remplacerait un conglomérat diplomatique assez invertébré ? »

L'Europe « puissance », c'est une vieille idée française et en effet on est à peu près seuls avec les Britanniques à la porter sur des registres classiques. Parce que la puissance économique technologique et financière existe.

Il y a deux éléments de compréhension devant cette frustration que l'on peut ressentir. Ce qu'on appelle la construction européenne c'est-à-dire la création d'une communauté de droit où des états souverains non pas délèguent des compé-

tences souveraines mais exercent en commun des compétences souveraines par exemple, la monnaie... Ce processus né après guerre et dans un contexte de guerre froide est fondé sur la paix et comme le dit Kissinger, sur une sorte de réconciliation permanente.

Nous passons notre temps à traiter notre rapport au passé et ça nous empêche d'exercer une lucidité, j'aime bien ce terme sur la réalité aujourd'hui de l'Union européenne face au péril extérieur. J'ai coutume de dire que 70% des crises les plus graves et des guerres ouvertes dans le monde répertoriées se situent à entre 3 et 6h de vol de Paris, ou de Bruxelles ou de Berlin. Donc il suffit de regarder la carte, c'est un fait.

A partir de là on peut choisir l'indifférence ou bien on peut choisir d'agir.

Les préoccupations stratégiques des États membres de l'Union européenne sont extrêmement diverses. Les menaces attaquent nos valeurs et nos intérêts. Il ne faut pas espérer de réponse européenne collective. La somme des 28 est inférieure à 28. C'est une réalité.

L'Europe

« La somme des 28 est inférieure à 28... »

● ● ● Très peu d'États en Europe sont capables d'agir. On peut éventuellement accepter que les dépenses de défense soient défalquées du déficit public français. Sur la question des acteurs qu'on a tendance à diaboliser, et ensuite on se prend les pieds là-dedans car pour moi le précédent qui fait sens, c'est Milo-sevic. On a bien, à un moment, surtout les Américains, traité avec lui. Pour obtenir un cessez le feu en Bosnie Herzégovine.

On a partagé le territoire, tout le monde était plus ou moins satisfait et 8 ans plus tard il est mort en prison au Tribunal pénal international (TPI). En diplomatie il faut travailler sur la durée et pas par séquences. Ce n'est pas parce qu'on arrive à un règlement politique avec le régime actuel de la Syrie qu'on lui donne un élixir de vie éternelle. Il faut traiter les choses. Et là je suis, j'ai toujours été, extrêmement réservé devant la politique officielle de la France qui a personnalisé à l'extrême le conflit syrien, nous engageant dans une logique de changement de régime sans avoir la moindre solution sur ce que l'on fait après.

C'est exactement ce qui s'est passé en Libye. On a fait du changement de régime et ensuite on n'avait rien à proposer, on ne s'en est pas préoccupé et aujourd'hui, ça devient un problème extrêmement grave au point que ces derniers temps au ministère de la défense, il y a une réflexion sur le traitement militaire de certains problèmes en Libye pour protéger ce que l'on fait au Mali et au Niger.

Donc vous voyez qu'on n'est pas sortis de l'au-berge.

Faut-il trouver des alliées en dehors des pays européens ? Je ne crois pas. C'est avec les

« Faut-il trouver des alliés en dehors des pays européens? »
Je ne crois pas ... »

Italiens, les Allemands, les Britanniques qu'il faut travailler, ceux qui ont des capacités militaires et diplomatiques.

Ce sont des faux alliés parce que vous pensez aux Saoudiens. Moi je pense qu'il faut surtout travailler avec l'Iran mais c'est beaucoup trop tôt. Il faut être lucide. Quels sont les véritables États dans la région ? La Turquie, l'Iran, l'Égypte et Israël.

On va pas faire un accord de paix en Syrie avec Israël autour de la table. L'Égypte est complètement hors jeu pour différentes raisons. C'est un pays tenu sous perfusion par l'argent du Golfe et des Saoudiens. L'Iran est actuellement non fréquentable, mais il est à Vienne aujourd'hui et c'est une bonne chose. La Turquie s'est mise hors jeu et porte une responsabilité dans ce qui se passe.

Donc il faut faire avec les acteurs autour de la table.

Trouver des alliés au sens de trouver des combinaisons diplomatiques qui nous permettent de faire pression sur ceux qui ont le plus d'influence sur ce qui se passe sur le terrain. L'élément nouveau c'est qu'il y a bien sûr des acteurs étatiques mais ça, on sait faire depuis des siècles, de traiter avec des États. ● ● ● 18

● ● ● Mais maintenant on a en face de nous des acteurs que l'on appelle non étatiques. On ne va pas inviter Daech à Vienne pour discuter autour de la table. Donc, pour la première fois, on est dans une situation où les protagonistes ne peuvent pas être traités de manière classique.

Donc on ne sait pas faire.

On n'est pas équipés pour traiter avec eux autrement que par l'emploi de moyens de force. Donc malheureusement notre pays va rester non pas isolé, mais ne peut pas compter sur un appui européen parce que c'est comme quand on dit « les Nations Unies ». L'ONU, c'est des nations. Et pour l'Europe c'est la même chose.

On dit « l'Europe », mais ça n'existe pas. Ce qui existe ce sont des états-membres. Et surtout dans des domaines régaliens comme ça.

Donc on peut trouver des accords et éventuellement des modes de financement. Mais on ne peut pas trouver une espèce de formule magique. La période du triomphalisme démocratique de l'après guerre froide et du droit qu'on s'était arrogé à changer les régimes est en train de se terminer.

Nous ne vivons plus dans un monde en paix .

Comment
ON
fait ?

« Nous avons le choix entre l'action et l'indifférence, et on vient de nous le rappeler hier soir, l'indifférence a également un prix. »

Michel FOUCHER

Sur la question de l'Europe, je vais peut-être affirmer quelque chose qui va vous paraître étonnant mais l'Europe est victime de son succès, celui d'avoir intégré totalement la valeur de paix comme la normalité.

C'est extraordinaire sauf que nous sommes totalement en décalage par rapport au système international.

Les opinions européennes ne soutiennent pas l'idée de l'intervention et du renforcement de la défense pour aller dans le sens de l'Europe puissance. A chaque intervention sur un théâtre extra européen, les soutiens des opinions européennes y compris française sont rarement majoritaires. Peut-être que ce qui est en train de se passer aujourd'hui amène les Européens à réfléchir sur ce qu'est véritable-

ment le monde qui les entoure.

Mais j'aimerais quand même que nous ne renoncions pas totalement à notre projet, post-westphalien que nous avons très bien réussi malgré toutes les crises.

Sur la situation française, pourquoi la France s'engage au point d'être un peu seule ?

C'est parce qu'il existe en France un relatif consensus au sein des élites politiques sur la nécessité de continuer à avoir une politique extérieure et de défense. Mais ce n'est pas forcément au niveau de la société. Et j'ajouterais un deuxième point institutionnel, c'est que toutes ces affaires en France sont le monopole de l'exécutif qui a pas mal d'autonomie pour agir.

C'est une grande différence avec d'autres pays européens.

« C'est une erreur de négliger ces nouveaux acteurs que nous n'aimons pas mais qui interviennent dans le jeu politique ... »

● ● ● Un mot sur « les diables qu'on aurait laissé partir un peu trop vite », et qui dans le fond assuraient une forme de stabilité. C'est vrai que la politique européenne voire de l'Occident pendant plusieurs décennies a été de dire « Nous soutenons les Khadafi, Moubarak, Ben Ali. Nous savons très bien que ce sont des gens très corrompus et qui ont une conception non démocratique du pouvoir mais ils assurent une certaine stabilité géopolitique. » Sauf que les sociétés de ces pays n'en ont plus voulu. Et ça, c'est le grand changement de 2011. Tous ces Printemps arabes, ce n'est pas nous les Occidentaux qui les avons suscités. Ce sont les sociétés qui en ont eu assez de ces satrapes qui les gouvernaient. Mais il se trouve que ces

satrapes assuraient une certaine stabilité géopolitique.

Un dernier mot sur le non-étatique. Michel a tout à fait raison, la diplomatie telle que nous devons la pratiquer aujourd'hui doit amener les responsables politiques avec des gens que l'on considère légitimement comme non fréquentables. Et c'est très difficile pour les diplomates. C'est ce qui s'est posé aux Américains avec les talibans. Est-ce qu'il faut parler avec ces gens, est-ce qu'il faut ouvrir des dialogues, comment on fait, il y a des moyens discrets mais c'est une erreur de négliger ces nouveaux acteurs que nous n'aimons pas mais qui interviennent dans le jeu politique.

Christian LEQUESNE

Je travaille sur les questions de guerre et de terrorisme, c'est mon sujet de recherche en sciences politiques. Les questions relatives à la guerre au sens large sont des questions longtemps marginalisées en sciences sociales ce qui est troublant. Là on est tous dans le temps de la réflexivité mais si on veut avoir une réflexion un peu concrète il serait

« Il serait peut-être temps qu'on sorte de l'illusion dans laquelle on était après la fin de la guerre froide, dans l'idée de la paix démocratique, dans l'idée que finalement il y a un apaisement des sociétés, qu'il y a une civilisation des mœurs... »

peut-être temps de prendre au sérieux ces questions et de sortir de l'illusion dans laquelle on était après la guerre froide dans l'idée de la paix démocratique, dans l'idée que finalement il y a un apaisement des sociétés, qu'il y a une civilisation des mœurs. Il faut prendre très au sérieux l'hypothèse d'un durcissement de la situation politique aussi bien au niveau intérieur qu'au niveau extérieur. En disant cela je ne veux pas faire de catastrophisme, je veux juste dire avec Raymond Aaron qu'il faut être un peu lucide face aux situations et voir les choses comme elles sont en prenant au sérieux les facteurs proprement politiques et idéologiques... Michel Foucher disait à juste titre que la réponse politique devait être ferme, qu'elle devait exister... C'est sûr mais en même temps, pour finir sur des éléments un peu concrets je crois que l'on

● ● ● n'arrivera à sortir de cette situation que si nous arrivons à faire une auto-analyse de ce qu'est la France aujourd'hui sans se voiler la face. Il faut prendre toutes les hypothèses au sérieux sans considérer que ceux qui ont des hypothèses politiquement incorrectes sont soit des oiseaux de malheur soit des extrémistes.

Il est clair que cet événement risque de favoriser le Front National. Il est évident que la peur et le renforcement de haines risquent de l'emporter, que le renforcement du FN est favorisé soit par l'angélisme dont nous faisons preuve depuis plusieurs années, soit au contraire par cette crispation identitaire que l'on observe aujourd'hui en France. Donc ça, c'est au niveau intérieur parce que les questions intérieures et extérieures sont liées. Sur le plan extérieur, pour rebondir sur ce que disaient Christian Lequesne, Michel Foucher, et Jean-Pierre Dozon, évidemment, des gens vont dire qu'il faut renoncer à intervenir en Syrie, il faut rester chez nous et surtout se mêler de rien. Cette position n'est pas tenable. Mais il faut s'interroger sur notre politique étrangère. Si on voit Irak, Syrie, Libye, on est face à des États qui ne sont plus des États, on est face à des situations de chaos qui entretiennent la menace qui nous attaque aujourd'hui. Il faut faire un « audit » sur la politique étrangère et essayer de voir ce qui peut être efficace au-delà des

« Être attaché à la paix politique et sociale, c'est aussi voir les personnes qui disent « Nous sommes vos ennemis et nous allons vous détruire ... » »

Jean-Vincent HOLEINDRE

Une intervention un peu décalée sur ce qui circule sur le net à New York depuis hier soir. Des rumeurs les plus folles depuis le 11 septembre sur la théorie du complot, les boucs émissaires toujours les mêmes et des logiques de causalités diaboliques et de modernités sorcières comme dirait Jean-Pierre Dozon. Paris est vue comme une jumelle de New York et les attaques d'hier soir sont vues comme une confir-

QUEL engagement militaire français?

« ... Il faut faire un audit sur la politique étrangère et essayer de voir ce qui peut être efficace au-delà des déclarations et des incantations sur la démocratie... »

déclarations et des incantations sur la démocratie. À un moment donné, il y a un problème stratégique qui est ce terrorisme là et il faut être lucide et arrêter. Par exemple, Vincent Desportes dit que ça fait 25 ans qu'on diminue les budgets militaires en disant que la guerre c'est mal et que la démocratie est protégée,

J'espère qu'en sortant de cette salle, vous serez convaincus de l'idée qu'il faut peut-être réfléchir à la distribution des budgets militaires, mais en tous cas ce n'est pas avec des grandes déclarations (guerre c'est mal, tout ça est derrière nous) que l'on parviendra à faire face à ces attentats. Moi je suis profondément attaché à la paix politique et sociale mais être attaché à la paix politique et sociale, c'est aussi voir les personnes qui disent « Nous sommes vos ennemis et nous allons vous détruire ». Il y a des gens qui pensent cela aujourd'hui en France et ailleurs et il faut le prendre au sérieux.

mation de ce qui est annoncé depuis janvier. Ce qui est intéressant ce sont les questions qui se posent de savoir quelle sera la réponse de la France. On regarde avec beaucoup d'attention cette ville jumelle et ce qui s'y passe. Le Patriot Act a laissé un goût amer pour un certain nombre, on attend beaucoup de la France surtout en politique intérieure et les réactions de la population.

Quelle...s VALEUR...S à repenser ?

Les clivages ...

On voit bien, et on en parle ici depuis plusieurs années, qu'un monde d'après guerre est en train de mourir. Et que certains clivages dans la société française caractéristiques de ce monde d'après guerre... en particulier le clivage gauche/droite, devant de nouveaux défis ne servent à rien.

A quoi appelle le Président de la République hier ? Au fond, à l'unité nationale. Comme d'autres avant quand les drames étaient là ont appelés à l'union nationale (1ère guerre mondiale).

C'est un peu cela qui se met en place. Mais aussi on voit bien qu'il y a d'autres clivages à l'œuvre dans la société française et que j'avais nommés il y a plusieurs années, clivages entre une société ouverte et une société fermée. Il y a, quels que soient nos horizons de droite ou de gauche, d'un côté des milieux qui croient et valorisent une certaine ouverture au plan politique, économique, culturel et d'autres qui disent que l'avenir de nos sociétés c'est le recentrage, et même la fermeture sur l'isola nationale.

Et ce sont ces clivages qui taraudent nos sociétés et dont le terrorisme quand il vient sur la scène intérieure est aussi une manifestation parce que vous voyez bien que, à ceux qui préconisent la fermeture nationale...

Le Président disait hier soir, avec l'émotion légitime je ferme les frontières (qui parlait jusqu'à présent de fermer les frontières ?) et

« **Après le 11 janvier, on n'a voulu voir que la part de soleil sans voir la part d'ombre, tous ces français unis Place de la République autour d'un message chaleureux, ce qui n'empêchait pas qu'il y avait des français qui n'étaient pas là...** »

certainement qu'il faut le faire mais on voit bien que cette thématique porte ceux qui disent que au-delà d'une situation exceptionnelle, notre avenir est bien de fermer les frontières. Personne n'ose le dire, mais c'est une opinion qui a été traumatisée par le 11 janvier. Après le 11 janvier, on n'a voulu voir que la part de soleil sans voir la part d'ombre, tous ces Français unis Place de la République autour d'un message chaleureux, ce qui n'empêchait pas qu'il y avait des Français qui n'étaient pas là. Mais il y avait d'autres Français qui disaient « on manifesterà à notre manière ». Dans les urnes. Premier choc aux départementales. Deuxième choc, les régionales. Et bien sûr le FN en France et d'autres partis ailleurs sont à l'avant-garde de ce camp de la société fermée.

Mais il y a un effet de mimétisme et de miroir avec la fermeture religieuse, dogmatique, fanatique portée par des milieux minoritaires de l'islam et de l'islam en France.

Ces jeunes qui ont pratiqué des attentats (on verra ce qu'il en est des huit dont on va savoir l'identité) c'étaient des Français musulmans, ils ne venaient pas d'ailleurs.

● ● ● Donc on voit bien qu'il y a à l'intérieur de la société française un effet de mimétisme dont l'un nourrit l'autre. Ce fanatisme religieux entretient la fermeture nationale prônée par les nationaux populistes. Et l'un a besoin de l'autre. Et nous sommes aujourd'hui au cœur de ce processus. La tentation bien sûr quand l'horreur est celle que l'on a connue hier et que l'on connaîtra demain est de se montrer

Quelle...s **VALEUR...S** à *repenser* ?

faible. La tentation, c'est la soumission. Souvent les romanciers voient mieux que les intellectuels et je vous conseille d'aller lire le livre de Houellebecq. Et dans son ouvrage, il décrit ce scénario où, si l'on se montre faible, l'avenir, c'est la soumission... **Pascal PERRINEAU**

La laïcité...

« Il y avait derrière cette revendication de laïcité, un impensé qui était comment intégrer l'islam, ces jeunes, ces radicaux de qui avoir peur, et faire une espèce de réponse à toutes ces interrogations sociales, à la montée du FN... »

Après les attentats de janvier, je m'attendais à un débat sur la liberté d'expression et ce qui a été intense c'est la demande d'un débat autour de la laïcité. Il y a une vraie demande autour des termes de la laïcité et du vivre ensemble.

Or nous n'avons pas tout à fait abordé ce sujet ce matin qui me paraissait prégnant en janvier. Il y avait derrière ce terme, cette revendication de laïcité, un impensé qui était comment intégrer l'islam, ces jeunes, ces radicaux, de qui avoir peur et faire une espèce de réponse à toutes ces interrogations sociales, à la montée du FN.

Comment sortir de ce face à face eux/nous, qui sont les adversaires, où sont leurs frontières et est-ce qu'elles reculent ? J'ai l'impression que peut-être avec ces attentats tout juste passés, même si ce sont les faits de fondamentalistes musulmans avec une idéologie beaucoup plus développée qu'on ne le croit, on va peut-être avoir une réflexion beaucoup moins basée sur l'opposition religieuse entre nous de civilisation chrétienne et eux l'islam.

En fait, nous sommes tous embarqués dans ces attentats. Si vous souvenez, en janvier, les victimes étaient ceux qui portaient la liberté d'expression et les juifs (Hyper cacher). Qui seront les prochains ? Et ça c'est sur notre territoire. Ailleurs, qui est le nôtre aussi puisque nous y participons, les victimes sont en majorité des musulmans. Donc là aussi il y a des problèmes de religion, de laïcité mais en ce qui nous concerne, c'est notre

société, notre manière de vivre notre liberté qui est visée : bars, salles de spectacle, stades de foot. Nous avons parlé de faire l'union nationale. En tant qu'historienne, je pense tout de suite à l'union qui s'est faite et a résolu momentanément les problèmes politico-religieux issus de la séparation des églises et de l'état, issus des lois anti-cléricales.

On est sortis de l'histoire des deux France par l'union sacrée. Là on pourrait sortir de ce conflit qui est porté par des partis politiques qui stigmatisent une partie de la population en la rendant plus ou moins complice des exactions. Il me semble que l'on peut là aussi sortir du conflit des deux France avec des acteurs renouvelés par, là aussi une union sacrée.

Mais une question se pose tout de suite si on raisonne en termes d'analogie : l'union sacrée s'est faite en guerre, on avait un autre adversaire et on s'est unis face à lui. Depuis l'union sacrée on n'a plus le droit de déclarer la guerre sans que le parlement ne s'en préoccupe.

On s'est réjoui d'avoir un exécutif fort qui réagit mais il ne prend pas en compte tellement les avis qui sont dans le pays donc nous ne sommes pas en guerre, c'est un maintien de l'ordre, jusqu'à quand, est-ce que ça suffira à faire cette union nationale que l'on a essayé de faire lors des manifestations du 11 janvier.

Est-ce que, si on ne se sent pas vraiment en guerre, cette union tiendra ? **Valentine ZUBER** 23

Le sens et les Lumière(s)...

« Le gouvernement a manifestement essayé de réagir avec des cours d'instruction civique, des espèces de patchs plus ou moins républicains... »

Sur le fanatisme, Scot Attran a écrit sur les « suicide bombers ». Moi je n'ai pas de doute qu'on ait à faire à une guerre, il ne faut pas être économe des mots, mais qui dit guerre dit du même coup propagande et à l'intérieur de l'information et des milieux intellectuels auxquels nous appartenons, il est clair qu'il y a des antagonismes.

Vous citez Kelkal pas content qu'on ne lui ait pas enseigné les mathématiciens arabes. Mais c'est vrai qu'à partir du moment où on commence à expliquer qu'il y a des civilisations qui ne parlent pas le même langage, que des intellectuels nous expliquent qu'il y a des choses intraduisibles d'une culture à une autre, on s'engage dans une certaine vision des choses entretenue par une certaine intelligence française depuis des années, qui renonçait précisément aux valeurs universelles.

Donc en ce sens là, je suis frappé par le fait

que même si ce sont des valeurs devenues creuses et qui se sont vidées de leur sens, c'est presque plus que cosmétique quand on parle de raison, de liberté, de justice, mais on ne sait pas encore très bien ce que c'est.

Donc s'il y a un travail à faire c'est rappeler ce que ça représentait. Le gouvernement a manifestement essayé de réagir à ça avec des cours d'instruction civique, des espèces de patchs plus ou moins républicains, mais on est un peu effarés de voir comment les choses sont faites c'est-à-dire que, j'ai lu récemment un article nous expliquant que dans l'absence de sens où nous nous trouvons, les valeurs républicaines s'étaient vidées comme une baignoire et que seul l'islam incarnait le sens. Donc peut-être qu'il faudrait dire qu'il y a aussi du sens du côté des valeurs des Lumières et des idées traditionnelles de la 3ème République.

Pascal ENGEL

« La culture, plus qu'une affaire de goûts, d'identités, est surtout le résultats de savoirs partagés, débattus ... »

D'abord faire part de mon émotion et de ma difficulté à trouver les mots justes à ce qui nous effare ce matin et nous invite aussi à réfléchir le plus tranquillement, le plus judicieusement possible. Je voudrais faire un plaidoyer pour l'universalisme, tout en rappelant, en donnant un exemple précis que Universalisme ne se confond pas avec Pacifisme.

Je fais référence à Jack Goody mort cet été qui est le premier anthropologue à démontrer que tous les hommes sont pareils et qui est le premier à s'engager contre l'Allemagne auprès des forces britanniques. Quand je dis que nous sommes tous pareils, ça induit deux précautions, la première plutôt généraliste, la deuxième plutôt en référence à la société française.

● ● ● La 1ère est que la culture plus qu'une affaire de goûts, d'identités, est surtout le résultat de savoirs partagés, débattus. La culture c'est la culture de l'écrit : comment se débattre collectivement face à une technique intellectuelle qui ne fonctionne pas et qui crée le malentendu. Le deuxième point est que, face à ce qui nous est arrivé cette nuit, il ne faut pas céder la place à l'uniforme, à l'armée, car on risque de basculer dans une militarisation de la société civile. Je voudrais dire un mot qui fasse le lien avec les jeunes. A la gare de Lyon La Part Dieu, vous avez des militaires, des légionnaires, des policiers. Les policiers remplissent leur rôle, c'est-à-dire qu'ils arrêtent des jeunes qui ont des faciès facilement identifiables. Je ne me suis jamais fait arrêter. Je marche sur des œufs. Je n'ai aucune intention de faire des amalgames par rapport aux gens qui ont choisi le métier de policier, de militaire. De même qu'il est inutile de faire des amalgames avec les gens issus de l'immigration. J'évoque ici avec beaucoup d'émotion, la situation de mes amis arabes athées. Je peux vous assurer que quand vous êtes athées en Égypte ou en Turquie, la vie n'est pas facile. La notion d'universalisme n'est pas une notion morale, c'est un fait scientifique démontré. On pourrait proposer des solutions iconoclastes, l'idée c'est qu'il faut rester solidaire ; ça veut dire qu'il faut partager les ressources économiques entre les très très riches et les très très pauvres (des romanciers s'inquiètent du fait que, sans le faire exprès, on donne un coup de pied au clochard qui dort en bas de

« *la définition de l'humanité, ce n'est pas simplement le langage parce que les animaux peuvent l'avoir, c'est la capacité spécifique à réfléchir sur ce qu'est le langage* »

chez nous). Je propose en synthèse une augmentation nette du budget de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Supérieur pour maintenir ce partage de savoir parce que je pense qu'il y a un affaiblissement généralisé des rationalités. Je propose aussi un renforcement de l'État qui me semble aussi fortement affaibli économiquement et politiquement depuis 20 ans. Donc, rappeler que nous sommes tous pareils, que la définition de l'humanité, ce n'est pas simplement le langage parce que les animaux peuvent l'avoir, c'est la capacité spécifique à réfléchir sur ce qu'est le langage. Il en est de même pour l'écriture qui, comme toutes les techniques, se moque des frontières, est spécifique à l'humain et qui est notre outil déterminant pour le développement de la rationalité, du débat, des partages des savoirs, de la paix et qui nous permet aussi de construire la confiance. **Eric GUICHARD**

La soumission ...

Ce que Kelkal voulait dire, c'est que le Monde arabe avait connu son heure de gloire et que c'était cela qu'il regrettait.

Je voulais reprendre le thème de la soumission du fameux roman de Houellebecq et de ce qu'il montre. On aime ou on n'aime pas l'écriture de Houellebecq, on aime ou on n'aime pas la façon dont il exprime les idées qui donne l'impression d'une lâcheté permanente mais il décrit un phénomène magnifique : celui que je voulais juste souligner avec Kelkal, qui fait que l'on ne s'offusque pas dans des circonstances

qui ne sont pas meurtrières, qui sont des circonstances de la vie d'une classe, de propos ● ● ● 25

● ● ● qui sont de nature idéologique pure. Ce n'est pas au nom de l'islam que Kelkal disait qu'il ne pouvait accepter les mathématiques que nous considérons comme universelles, ce n'était pas parce que nous n'énoncions pas l'algorithme d'Alwar Hismit... Ce qu'il voulait dire, c'est que le monde arabe avait connu son heure de gloire et que c'était cela qu'il regrettait. Et en parlant de soumission, ce que je me dis, c'est qu'il eût fallu que le prof de maths de Kelkal lui dise que c'était intolérable, au nom des valeurs universelles, au nom de ce qu'est l'école. Et la façon dont Houellebecq décrit cette lente dissolution de « je n'ai pas à prendre position »... il s'agit ici de ce qu'est fondamentalement l'éducation, l'enseignement, la communication vraie.

Jean DHOMBRES

La religion ...

La chose qui me semble la plus importante, qui me touche toujours, c'est la religion. J'ai eu le bonheur d'être éduqué par un athéiste. Je rentrais de l'école tout seul quand il y avait les leçons de religion car mon père n'en voulait pas. Je n'ai jamais compris que les hommes puissent croire qu'un dieu a créé les hommes. Pour moi, c'est toujours le contraire : c'est l'homme qui a créé les dieux et les religions. Je suis très pessimiste quant à la résolution de ces problèmes qui vont se répéter et pas seulement en France. Je suis pessimiste car je crois qu'il faudrait une autre éducation, pouvoir se libérer. Aucun de nous n'est né

Je n'ai jamais compris que les hommes puissent croire qu'un dieu a créé les hommes. Pour moi, c'est toujours le contraire : c'est l'homme qui a créé les dieux et les religions...

avec l'idée qu'il y a un dieu. C'est l'école, la culture qui nous inculquent ça. Dix volumes écrits par Eduardo Hoor-naert « L'histoire criminelle de la chrétienté ». Si vous lisez cette œuvre, vous ne pouvez plus dire que les choses qui se passent maintenant au nom de l'islam sont une exception de l'histoire.

Werner HADORN

Il est 13 heures ce samedi 14 novembre

Des applaudissements chaleureux saluent les mots de Werner Hadorn. Dans ce lieu où d'ordinaire, les applaudissements accueillent création théâtrale, danse, musique, ils honorent aujourd'hui la capacité d'avoir su penser collectivement ce moment si particulier.

Dans la grande salle du théâtre, le silence se reforme autour de l'émotion qui n'a cessé de traverser les analyses, les questionnements.

Silence rigoureux, silence nécessaire.

Michel Wieviorka reprend la parole.

« Je veux vous dire que j'ai vécu un moment singulier dans ma vie d'intellectuel. Ce que nous venons de vivre tous ensemble n'est pas banal à quelques heures d'évènements aussi gigantesques. À aucun moment nous n'avons essayé de reconstituer les faits. Non. Nous avons pensé l'évènement. On va maintenant se séparer. »

Ce matin-là, les intervenants présents sur le plateau

ont mis de côté leur conférence sur le thème « Mensonges et Vérités » pour, à notre demande, « penser ce qui nous arrivait », analyser, réfléchir, échanger de manière totalement improvisée. Nous savions qu'ils le feraient avec attention, acuité, et qu'ils mettraient au service de tous, leurs compétences diverses et spécifiques.

Nous les en remercions très vivement.

Le recul des semaines écoulées nous a montré que ce matin-là, par leurs différents points de vues, ils avaient su poser les problématiques et donner à l'évènement toute sa dimension.

L'idée de ce reportage est de garder une trace de cette matinée qui restera particulièrement symbolique dans l'histoire du Cercle Condorcet d'Auxerre.

Contact Cercle Condorcet Auxerre, Sylvain Joliton 06 43 15 20 08 sylvain.joliton@wanadoo.fr

Laëtitia ATLANI-DUAULT	Anthropologue, Directrice de Recherche à l'IRD et Visiting Professeur à l'Université Columbia
Jean BAUBEROT	Historien, Sociologue, Président d'honneur de l'EPHE
Monique DAGNAUD	Directrice de recherche au CNRS
Patrice DECORMEILLE	Vice-Président du Cercle Condorcet d'Auxerre
Jean DHOMBRES	Directeur d'études EHESS, Président de la société Joseph Fourier
Jean-Pierre DOZON	Directeur d'études EHESS, Directeur scientifique de la FMSH
Pascal ENGEL	Directeur d'études, Ecole des hautes études en sciences sociales
Michel FOUCHER	Géographe et diplomate. Chaire de géopolitique appliquée au collège d'étude mondiales
Eric GUICHARD	Directeur de programme au Collège International de Philosophie
Werner HADORN	Journaliste et auteur, producteur de films
Jean-Vincent HOLEINDRE	Professeur de sciences politiques à l'Université de Poitiers
Dominique LEGLU	Directrice de la rédaction de Sciences et Avenir
Héloïse LHERETE	Rédactrice en chef de la revue Sciences Humaines
Christian LEQUESNE	Professeur de sciences politiques à Sciences Po, Directeur du CERI
Anne MUXEL	Directrice de Recherche au CNRS (CEVIPOF/Sciences Po)
Pascal PERRINEAU	Professeur à Sciences Po Paris
Myriam REVAULT D'ALLONNES	Philosophe, Professeur des Universités, Ecole des Hautes Etudes, chercheur associée au CEVIPOF
Michel WIEVIORKA	Directeur d'études à EHESS de Paris, Administrateur de la Fondation Maison des Sciences de l'Homme et Président du Comité scientifique des Entretiens d'Auxerre
Valentine ZUBER	Directrice d'Etudes à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, chaire de « Religions et relations internationales »

L'ÉQUIPE
22000 | VENDREDI 13 NOVEMBRE 2015 | 77 ANS | N° 22303 | FRANCE PÉTROLIÈRE

L'HORREUR

Des attaques terroristes ont eu lieu aux abords du Stade de France, à Saint-Denis, et à Paris, hier. À minuit et demie, le bilan s'élevait à au moins 40 morts.

PHOTO 24

Le Monde
VENDREDI 13 NOVEMBRE, 21 H 20
LA TERREUR À PARIS

III EDITORIAL
LEFFRON ET LE SANG FROID

AU MOINS 40 MORTS DANS LA SÉRIE D'ATTENTATS TERRORISTES

DANS LA SALLE DU BATACLAN, LE CARNAGE : 80 MORTS

FRANÇOIS HOLLANDE DÉCRÈTE L'ÉTAT D'URGENCE. DES SONDÉS MILITAIRES À PARIS

LES ATTENTATS PROVOCENT UNE ONDE DE CHOC INTERNATIONALE

Au Bataclan, « du sang partout, des cadavres »

LA FRANCE, CIBLE PRIVILÉGIÉE

L'antiterrorisme à la peine face à une menace insaisissable

REPORTAGE « C'EST LA GUERRE »

L'OB
Numéro spécial
13/11/15

Centre

Libération

CARNAGES À PARIS

Six attaques simultanées à Paris et aux abords du Stade de France ont fait au moins 120 morts. Une vague d'attentats sans précédent.

LE FIGARO
La guerre en plein Paris

Une série d'attaques terroristes sans précédent se sont produites hier soir à Paris, et aux abords du stade de France, faisant plusieurs dizaines de morts et de blessés. François Hollande a annoncé à minuit qu'il déclarait l'état d'urgence et ordonnait la fermeture des frontières. Un conseil des ministres extraordinaire a été convoqué dans la nuit. Ces attentats ont provoqué une immense émotion dans le monde. Barack Obama, intervenant à la télévision, a estimé que ces attaques frappaient « toute l'humanité et nos valeurs universelles ».

Auxerre, rendez-vous incontournable du cross

ÉVÉNEMENT: Le 37^e Cross de l'Yonne républicain a lieu demain.

L'YONNE REPUBLICAINE

Attentats meurtriers à Paris

AFFAIRES DE STYLE Du 5 au 28 novembre

SCHMIDT

La Provence
13 NOVEMBRE 2015

Plus de 100 morts à Paris

NUIT DE CARNAGE

JE SUIS PARIS

L'ÉTAT D'URGENCE DÉCRÉTÉ DANS TOUT LE PAYS APRÈS LA VAGUE D'ATTENTATS SANS PRÉCÉDENT

Tuer le bonheur

Je suis PARIS
le 13 novembre 2015

Libération

EDITION SPECIALE

« Les morts ne sont pas morts » poème de Birago DIOP lu par Moa ABAÏD

Ceux qui sont morts ne sont jamais partis.
Ils sont dans l'ombre qui s'éclaire
Et dans l'ombre qui s'épaissit,
Les morts ne sont pas sous la terre,
Ils sont dans l'arbre qui frémit,
Ils sont dans le bois qui gémit,
Ils sont dans l'eau qui coule,
Ils sont dans l'eau qui dort,
Ils sont dans la case,
Ils sont dans la foule,
Les morts ne sont pas morts.

Écoute plus souvent
Les choses que les êtres,
La voix du feu s'entend,
Entends la voix de l'eau.
Écoute dans le vent
Le buisson en sanglots
C'est le souffle des ancêtres.

Le souffle des ancêtres morts
Qui ne sont pas partis,
Qui ne sont pas sous terre,
Qui ne sont pas morts.
Ceux qui sont morts ne sont jamais partis,
Ils sont dans le sein de la femme,
Ils sont dans l'enfant qui vagit,
Et dans le tison qui s'enflamme,
Les morts ne sont pas sous la terre,
Ils sont dans le feu qui s'éteint,
Ils sont dans les herbes qui pleurent,
Ils sont dans la forêt,
Ils sont dans la demeure,
Les morts ne sont pas morts.

Écoute plus souvent
Les choses que les êtres,
La voix du feu s'entend,
Entends la voix de l'eau.
Écoute dans le vent
Le buisson en sanglots
C'est le souffle des ancêtres.